

Tribune socialiste

N° 364 / 14 MARS 1968 / PRIX 0,70 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



Collombert

Les débutants du chômage

Le chômage menace toute notre société, mais rien n'est plus dramatique que la jeunesse désormais incertaine de son lendemain. Le service de jeunesse du P.S.U. a organisé récemment une « Table ronde » réunissant des jeunes de divers horizons mais tous préoccupés par cette question vitale. Nous en publions ici les principaux extraits.

Claude. — La situation de l'emploi pour les jeunes travailleurs est conditionnée par le fait que 600 à 700.000 jeunes en âge de travailler arrivent sur le marché du travail chaque année. Compte tenu de la situation économique, le pro-

blème qui se pose est de savoir s'ils vont trouver du travail. Là, il y a deux solutions, ou bien le gouvernement favorisera leur insertion dans la vie professionnelle, ou bien les jeunes iront augmenter le volant de chômeurs. Dans ce dernier

cas, étant donné qu'il faut rechercher du travail depuis plus de six mois pour qu'un jeune puisse prétendre à une allocation de chômage, on voit le sort qui leur est réservé.

(suite pages 6 et 7)



Elargir l'unité

Michel Rocard

La révolte des étudiants

● Rome

Bruno Crimi

● Berlin

Didier Hüe

De Prague au Vietnam

Actuelles

Le cinéma à Poitiers

Lucien Lapierre

Le Cap critique

Pierre Vernant

LES POINGS SUR LES I De la démocratie

Etrange polémique que celle entamée au lendemain de la déclaration commune fédérés-communistes à propos de la démocratie entre M. Mitterrand et ses amis et les gaullistes.

Personne n'ignore plus la « terrible petite phrase », qui est à la base de la polémique, et dans laquelle les deux formations évoquaient la nécessité, pour la gauche portée au pouvoir, d'organiser sa défense contre l'inévitable action de sape que mènerait alors le capitalisme. On était en droit d'attendre beaucoup de cette polémique, qui aurait dû fournir, à ceux qui se targuent d'être actuellement l'avant-garde du progrès, l'occasion de préciser la notion de « démocratie socialiste ». Paralysé sans doute par les violences verbales des gaullistes qui ont tenté d'ameuter l'opinion en agitant le spectre de la « dictature », les responsables de la « gauche unie » n'en ont rien fait. Point de démythification de la « démocratie bourgeoise », qui reconnaît aux hommes des droits auxquels elle refuse les moyens de les exercer. A gauche, le débat est resté dans les limites d'une prudente abstraction. Il est vrai qu'un tel débat, mené au fond, eût levé bien d'autres questions, dangereuses sans doute, relatives au contenu du socialisme, aux formes de la société socialiste promise, à la démocratie économique, au pouvoir des travailleurs, à leur rôle dans la gestion de la nouvelle société.

En vérité, on a eu la sensation d'entendre s'exprimer, de part et d'autre, des partisans de la « démocratie formelle ». L'au-delà des libertés bourgeoises n'a pas été exploré. Le conformisme de pensée a la peau dure. Prenons-en note.

André LAUDE

Le recensement

Pendant le mois de mars, des milliers d'enquêteurs, pour la plupart bénévoles, vont silloner la France. En théorie, personne ne peut échapper à ce quadrillage, mais en fait l'erreur dépasse légèrement 1 %, ce qui fait que jamais, on ne connaît le chiffre exact de la population française.

Événement capital dont l'intérêt est autre que ce dénombrement. Depuis 1962, les transformations qui remuent la France ont dû modifier la structure de la population : intégration des rapatriés d'Algérie, exode rural (on se rappelle la surprise apportée par le recensement de 1962 à cet égard) immigration officielle

et clandestine, migrations et mobilité, progrès et déclin. On pourra dessiner une pyramide des âges qui tienne compte du déclin de la natalité décidément inquiétant (6 % de baisse en 1967). Somme toute, on aura une image plus claire de l'évolution de la France.

Dès la fin de l'année, les renseignements commenceront d'affluer. Il est inutile de souligner l'importance de cette masse de faits et du parti que pourra en tirer la gauche pour quitter ses idées reçues, se mettre à jour et répondre aux aspirations de ce monde en mouvement.

Le destin des psychiatres

Les psychiatres font du bruit : confection du « Livre Blanc de la psychiatrie française » (1), création d'un nouveau syndicat (2), conférence de presse à succès ces jours-ci.

Ce mouvement intéresse un socialiste autant par son but que par les moyens choisis. L'objectif : mettre à la disposition des Français une psychiatrie moderne qui n'est pas fondée, comme on le croit trop, sur des drogues mais sur la relation d'homme à homme. Les moyens : le rassemblement, à la base, de la majorité, déjà, des psychiatres français ; la réflexion collective. Le moule syndical reconnu nécessaire à leur action : les médecins des hôpitaux psychiatriques ont, par une grève administrative opiniâtre fait fléchir le ministère des Finances pour l'amélioration de leur statut. L'obstacle immédiat : une poignée de « grands patrons » neurologues décidés à s'opposer absolument à la revendication d'autonomie réclamée par les 1 500 psychiatres pour leur spécialité. La situation actuelle d'une seule spécialité mixte — la « neuropsychiatrie » — permet en effet aux premiers, qui occupent presque toutes les chaires communes de « neuropsychiatrie », de régner sur les seconds.

Affaire à suivre : jusqu'à quel point le régime gaulliste pourra-t-il donner satisfaction à ces aspirations démocratiques d'une spécialité médicale qui est quantitativement de loin la plus importante et qui qualitativement est la plus proche de la politique ? Elle aspire, en effet, non seulement à traiter les maladies mentales déclarées mais aussi à dire son mot sur les conditions de l'hygiène mentale dans notre société.

(1) Edouard Privat, éditeur, Toulouse. Les conclusions de ce Livre Blanc font l'objet d'un fascicule à part de 20 pages.

(2) Syndicat des Psychiatres Français, Domus Medica, 60, bd Latour-Maubourg, Paris (7^e).

Le glas des procédures Toutée

Tout semblait aller bien dans le déroulement des procédures Toutée. Comme nous le disions dans le N° 355 de « T.S. », ce système supprime l'anarchie dans les discussions. On s'attendait donc à un accord complet, à des conclusions qui satisferaient tout le monde. C'était compter sans le gouvernement.

De qui se moque-t-on ? C'est la question qu'on est en droit de se poser. Comment se fait-il que syndicats, employeurs, ministres, après avoir, des semaines durant, travaillé sur les mêmes chiffres, dégagé les mêmes pourcentages, en arrivent à des conclusions différentes ? Le gouvernement accorde 5,90 % d'augmentation alors que les syndicats estiment qu'il fallait discuter autour de 8 %. Ça fait quand même une petite différence.

La vérité est que Debré et Pompidou, même s'ils se déclarent prêts à satisfaire tout le monde, sont trop prisonniers de leurs colonnes comptables pour le faire. Leur attitude et leurs décisions vis-à-vis du secteur nationalisé sont, comme l'ont relevé les organisations syndicales, en contradiction la plus complète avec le plan de relance du début du mois dernier. Mais il faut être syndicaliste pour se souvenir encore de ce plan.

« Le glas des procédures Toutée », selon le mot d'un négociateur syndicaliste, semble bien avoir sonné. Les salariés ne paraissent pas disposés à se laisser entraîner une nouvelle fois dans cette mascarade.

Haut-Rhin : entre textile et potasse

La vie économique du Haut-Rhin repose essentiellement sur deux secteurs : le textile et les industries extractives (plus particulièrement la potasse). A cela il faut ajouter les petites industries artisanales des vallées vosgiennes.

Plus de trois quarts des entreprises industrielles du département ont de 1 à 5 salariés. Cette multiplicité des petites entreprises est sûrement l'un des plus gros handicaps de l'industrie locale.

Le textile a perdu 15 000 salariés dans les quinze dernières années. 2 000 dans la potasse entre 1961 et 1966.

Même si dans le même temps la mécanique, la chimie, le bâtiment pouvaient absorber quelques milliers de travailleurs, on comptait en 1967, 1 128 emplois de moins qu'en 1963.

Il y avait en décembre 1967, 1 784 demandes d'emploi non satisfaites et quelque 1 100 chômeurs secourus.

Tribune Socialiste

Hebdomadaire du
Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique
Christian Guerche

Directeur adjoint
Claude Glayman

Rédacteur en chef
Eric Bergaire

Administration :
54, boulevard Caribaldi
Paris-15^e - SUF. 19-20

**Publicité générale au Siège
de l'administration**

Directeur de la Publication :
Roger Cérat

MORIAME - PARIS 1968

Mais pourquoi les Alsaciens se plaindraient-ils ? On ne ménage pas les efforts pour leur créer de nouveaux emplois. En 1970, il y aura 229 500 emplois dans le Haut-Rhin pour 234 000 travailleurs. Cela ne fera que 4 500 chômeurs. Et ce n'est que la plus optimiste des prévisions ! En effet, s'il y a une récession dans les pays frontaliers (Allemagne, Suisse), les travailleurs alsaciens seront les premiers remerciés. Ils sont actuellement près de 9 000 qui chaque jour passent la frontière pour se rendre à leur travail.

Les autorités locales reconnaissent que le département a besoin d'un gros effort d'industrialisation. Mais à ce jour, seule la région de Mulhouse peut regarder son avenir avec un peu d'optimisme.

Connaissant tout cela, on ne s'étonne plus quand les travailleurs descendent dans les rues de Mulhouse, et se livrent à l'une des plus importantes démonstrations revendicatives de l'année 1967. Ils seront, hélas, sûrement obligés de remettre ça un de ces jours.

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom

Prénom

Adresse

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris-15^e)

Éditorial

Élargir l'unité

Michel Rocard

L'accord publié le 24 février par la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste et le Parti Communiste Français, analysé il y a quinze jours dans ce journal par Marc Heurgon, représente à la fois un important pas en avant et un point d'arrêt.

Pas en avant : il affirme une volonté de travailler en commun à la transformation du pays, sinon clairement de gouverner ensemble. Il affirme aussi au moins l'intention de traiter les problèmes avec sérieux, même si les résultats, notamment pour la partie économique du document, laissent beaucoup à désirer.

Point d'arrêt : l'accord fait état de très nombreuses divergences sur des points essentiels. L'analyse de ces réserves montre que chacune des deux grandes organisations n'a rien abandonné d'important de son programme propre, et par conséquent que l'accord n'est pas le résultat de la négociation décisive. Il n'en est que l'amorce.

Il est malheureusement clair qu'il n'y a pour le moment pas de gouvernement en commun possible sur la base de cet accord. Les divergences et surtout les lacunes sur des problèmes décisifs comme la politique financière, la réorganisation des collectivités territoriales — communes, départements et régions — l'aménagement de l'espace et les moyens de la politique agricole sont beaucoup trop importantes pour que la cohésion d'un éventuel gouvernement F.G.D.S. y résiste.

Dans ces conditions le problème posé par cet accord est celui de son dépassement.

Les conditions de l'unité.

L'accord ne présente finalement que des positions compatibles avec les programmes votés et les mandats de congrès que chacune des directions a reçu de son organisation. C'est dire qu'il n'y a pas grand chose à attendre de nouvelles négociations de sommet, surtout si la F.G.D.S., tout en continuant à se proclamer unitaire, refuse d'associer le Parti Socialiste Unifié à la poursuite du dialogue.

Dans ces conditions, seuls des événements ou des pressions extérieurs pourront dégeler la situation et pousser les partenaires à trancher entre les divergences et à parvenir à un programme complet et cohérent.

La première catégorie de tels événements ou pressions est évidem-

ment l'évolution de la situation internationale. La possibilité d'un gouvernement de la gauche unie est liée à la nature des relations entre l'U.R.S.S. et les États-Unis. C'est dire que la poursuite de l'escalade au Vietnam et le durcissement général de la politique américaine dans le Tiers monde aggraveront les divisions de la gauche, alors qu'une orientation vers la détente y compris dans ces zones favoriseraient l'unité. Mais sur un tel choix les forces socialistes françaises peuvent malheureusement peu de choses.

La deuxième catégorie de pressions qui vont agir sur la gauche française est évidemment l'attitude de la majorité gaulliste et surtout celle des centristes. L'entrée au Comité exécutif de la F.G.D.S. de MM. Félix Gaillard, Maurice Faure, Jean Filippi et aussi Max Lejeune, trop oublié par les commentateurs, montre bien que les précautions se prennent chez les radicaux comme à la S.F.I.O. pour préserver la possibilité d'une alliance centriste, que ne refuserait pas M. Lecanuet. Félix Gaillard vient d'ailleurs, dans une interview très remarquée, de formuler sur le programme économique des appréciations qui s'inspirent directement de cette stratégie. Et l'on sait que la majorité des élus locaux de la F.G.D.S. ont constitué leurs fiefs dans le cadre d'alliances centristes qu'il est à leurs yeux bien difficile et bien risqué de dénouer.

A l'égard des stratégies de défense que mettent en œuvre les notables traditionnels de ce pays, même quand ils sont membres de la F.G.D.S., les forces socialistes authentiques n'ont qu'une attitude possible : le combat.

En effet la troisième catégorie d'événements susceptibles de peser sur les directions de la F.G.D.S. et du P.C. pour forcer l'accord est l'action directe de l'ensemble des forces sociales du pays.

La dynamique du programme.

La victoire de la gauche, c'est-à-dire la conquête du pouvoir et le plein emploi de ce pouvoir pour transformer le pays dans un sens socialiste, suppose la convergence d'un certain nombre de facteurs. Le premier, c'est bien entendu l'unité. Le second, c'est naturellement le programme. Le troisième, c'est la combativité des travailleurs, et des hommes et des femmes organisés sous d'autres formes que le mouvement syndical, pour imposer à la

fois l'unité et un programme ambitieux, et pour en entreprendre la réalisation directe à la base, dans les communes et les entreprises.

Une telle lutte est indispensable à la victoire. Elle ne peut se développer qu'autour du programme. Cela veut dire que le programme commun ne doit pas être seulement un catalogue des intentions du futur gouvernement de gauche, même si elles sont à la fois ambitieuses et réalistes. Il doit être l'inventaire détaillé des moyens de réaliser une politique socialiste cohérente, tant au niveau national qu'au niveau régional, local et professionnel. Ce doit être un guide pour les paysans désireux d'orienter leur politique de structures, pour les conseils municipaux arrêtant leur politique foncière, pour les étudiants et les enseignants en train d'établir un nouveau dialogue pédagogique dans l'Université.

Ce doit être aussi un guide pour le mouvement syndical ouvrier, arrêtant sa stratégie d'ensemble en fonction de celle des autres couches sociales, paysans, enseignants, etc. et déterminant pour son compte les moyens de l'appliquer.

Dans la réalité de la lutte quotidienne, cette conception dynamique du programme pose le problème des relations entre partis et syndicats. Sans une amélioration de ces relations, le programme commun ne resterait qu'un document abstrait, engageant des partis politiques mais ne servant de rien aux forces sociales en lutte. Nous risquerions alors de voir la gauche laisser échapper la victoire et plus sûrement encore la possibilité d'utiliser le pouvoir dans un sens socialiste. C'est la raison pour laquelle le Parti Socialiste Unifié a décidé de consacrer son prochain Conseil National à l'étude de ce problème.

Une tradition de méfiance.

Consacrer un Conseil National aux « perspectives politiques ouvertes par les luttes sociales », c'est prendre le risque de confirmer le mouvement syndical dans l'idée erronée que les partis politiques ne cherchent qu'à le coloniser.

Car il est vrai que les relations entre partis et syndicats ont toujours été mauvaises en France, depuis l'époque de la Charte d'Amiens où les syndicats déclaraient se charger seuls de l'abolition du salariat par la collectivisation des moyens de production et d'échange, et en concluaient à l'inutilité des partis politiques, jusqu'à la triple courroie de transmission des années 1945, en passant par l'absence de contacts et la méfiance systématique. Ce passé pèse lourd.

Et cependant qui chez les militants politiques ne comprend que les organisations syndicales ont leur mission particulière, dont elles n'ont à répondre que devant leur base ?

Qui chez les syndicalistes ne comprend que l'interlocuteur principal est l'État, et que leurs revendications ne peuvent être satisfaites qu'à condition d'être prises en charge au niveau politique, ce qui est évident pour le plein emploi et commence à le devenir pour le salaire ?

Les luttes sociales ont connu en 1967 un développement important, comme le confirment les enquêtes faites par nos fédérations. Mais le caractère exclusivement catégoriel de trop de luttes, le succès peu probant des journées nationales d'action, montrent bien que les conditions n'étaient pas mûres pour des changements profonds.

Le succès de la gauche exige que l'on assure à ces luttes des perspectives plus larges. Cela ne peut se faire qu'en surmontant cette vieille tradition de méfiance. Pour y parvenir, il n'y a pas d'autre solution que de définir puis d'appliquer quotidiennement une nouvelle pratique des relations entre partis et syndicats.

Cette nouvelle pratique des relations communes exige d'abord que chaque organisation reconnaisse pleinement la souveraineté de l'autre dans le domaine qui lui est propre. C'est ce que le P.S.U. a fait en 1961 au Congrès de Clichy. Le Conseil National donnera à cette position toute la précision qui convient.

Cette nouvelle pratique exige ensuite que chacun fasse son métier : le parti politique pour sa part doit répondre en termes politiques aux inquiétudes des travailleurs. Le Conseil National ici rassemblera les suggestions des fédérations départementales, auxquelles toute liberté est laissée de définir les mesures qui leur paraissent propres à défendre les intérêts des travailleurs, dans les domaines du plein emploi et des droits syndicaux dans l'entreprise par exemple, ou dans tout autre.

Enfin cette pratique des relations communes suppose des confrontations nombreuses sur les points importants où le programme comme la stratégie des forces politiques se prononcent dans des domaines qui concernent le mouvement syndical. Sur ces points, chaque type d'organisation doit s'interroger sur les apports qui sont nécessaires à l'autre dans l'intérêt de la lutte commune : les syndicalistes doivent préciser leurs objectifs, à défaut de quoi ils s'en verraient imposer d'autres, les politiques doivent savoir lier des revendications qu'il ne leur appartient pas de formuler à une analyse globale des moyens de la transformation sociale.

Si le Conseil National éclaire ces différents points et permet de la sorte une confrontation plus confiante entre toutes les forces, il aura bien travaillé pour l'unité et la victoire. □

Italie

L'Université des patrons

Bruno Crimi

Varsovie, Prague, Rome, Tokyo, Alger, Madrid, Louvain, Lorcarno, Nanterre, etc., on aura reconnu les récents points chauds de la révolte étudiante. Cette éclosion atteste non seulement de problèmes nationaux mais des mutations d'une société. D'abord il faut comprendre, ensuite tracer des bilans. Dans cette perspective, nous publions deux enquêtes de nos collaborateurs à Rome et Berlin, en attendant de revenir plus largement sur le cas français.

Rome... Mars

« Ils ont tiré à l'Université. » Ce mot a couru comme une flamme dans les rédactions des journaux de la capitale italienne le matin du premier mars. C'était en effet vrai ; à l'Université, en face de la Faculté d'Architecture, quelques carabinieri pris de panique devant la réaction des étudiants contre leur violence avaient tiré. On ne sait pas s'ils ont touché quelqu'un parce que la police a empêché les journalistes de se renseigner auprès des hôpitaux. On sait seulement qu'en deux jours d'affrontements, dans la seule ville de Rome, il y a eu environ cinq cents blessés parmi les étudiants et environ une centaine chez les policiers. D'autre part, tous les blessés trouvés dans les hôpitaux ont été arrêtés et inculpés « d'outrage et résistance à la force publique ».

A Rome comme dans les principales villes universitaires italiennes on respire un air d'insurrection populaire qui rappelle l'atmosphère de juillet 1960, quand les manifestations réussirent à faire démissionner le gouvernement du néo-fasciste Tambroni. Il y avait plusieurs années qu'on n'avait pas assisté à une mobilisation comme celle réalisée par les étudiants, dont les luttes ont atteint un sommet tant par le degré de politisation que par l'organisation dont ont fait preuve les protagonistes de ces luttes.

L'origine

Quelle est l'origine de cette grande agitation ? Avant tout la revendication formulée depuis plusieurs années, d'une démocratisation du système des études. En Italie, l'Université est un fait de classe. Les droits d'inscription sont si élevés, que seuls ceux qui proviennent d'un milieu bourgeois peuvent se permettre de faire des études supérieures. Il n'y a que 7 % d'étudiants qui sont fils d'ouvriers et de paysans (et les parents doivent faire des efforts inimaginables). Par ailleurs les étudiants ne bénéficient qu'en quantité négligeable des bourses d'études. Les plans d'études, enfin, sont intégrés à un système qui ne tient absolument pas compte de la réalité et de l'évolution. L'académisme est le mal endémique d'une université qui produit

non les dirigeants de demain, mais « les docteurs », c'est-à-dire une catégorie, une classe, très détachée et très supérieure aux autres catégories et aux autres classes. Pourtant dans la réalité il ressort de façon absurde que la formation universitaire n'est absolument pas suffisante pour remplir une charge quelconque, soit publique, soit privée. Aussi des cours de spécialisation sont-ils nécessaires après l'Université, cours qui peuvent aller d'un minimum de un à deux ans à un maximum de six à huit ans. Il est facile de comprendre qu'il y a bien peu de familles qui peuvent se permettre de laisser leurs enfants faire des études jusqu'à 26-28 ans.

Cette Université, appelée « Université des patrons » par les étudiants doit être restructurée selon un plan du ministère de l'Instruction Publique. Mais plus on parle de la réforme de l'Université plus les éléments caractéristiques d'une démocratisation effective sont mis de côté. En outre, le gouvernement n'a pas réussi non plus à mettre au point la loi, qui au moins à l'origine, faisait partie de son programme. Aussi depuis deux ans y a-t-il eu des désordres très violents dans les facultés, au terme desquels le recteur de l'Université de Rome a dû donner sa démission.

Ce recteur était tout à fait opposé à « l'entrée de la politique dans l'Université » pour maintenir le caractère purement académique des études. Mais certains événements, en particulier ceux du Vietnam, furent plus forts que la volonté de la plus grande université italienne.

Le recteur parti, la politique a donc fait son entrée. Cela a secoué les nouvelles autorités universitaires. Les étudiants en effet n'ont pas voulu que leur victoire soit réabsorbée. Ainsi a débuté une lutte systématique à laquelle le nouveau recteur et quelques enseignants ont opposé la surdité la plus absolue, en espérant vaincre les étudiants par la fatigue et par une insensibilité complète à leurs revendications.

C'est à ce moment que les étudiants des principales universités italiennes ont commencé à occuper les facultés. Là aussi les recteurs ont décidé de réagir par la passivité en



Rome ville ouverte.

attendant que les étudiants se fatiguent les premiers. Mais à ce point un fait nouveau est intervenu : quelques enseignants ont fait cause commune avec les étudiants et ont occupé avec eux les Universités. C'était le début d'un véritable processus révolutionnaire.

Des examens révolutionnaires

Les assistants et les étudiants ont décidé alors de faire fonctionner les facultés, en substituant aux vieux enseignements éloignés de la réalité, des cours d'histoire contemporaine : sur la guerre du Vietnam par exemple, ou sur le « Black Power » ou sur le cinquantenaire de la Révolution d'octobre, ou sur le « Capital » de Marx, etc. Mais il y a plus, de nombreux enseignants ont décidé de continuer à faire passer les examens, pas du haut de leur chaire, mais en discutant avec les examinés les problèmes et les manières de les affronter et en discutant les notes à donner. Ces examens ont d'ailleurs été officialisés sur les registres du recteur. Il s'agit donc d'examens tout à fait valables. C'est arrivé à ce point que les autorités universitaires ont décidé de faire appel à la police. Elles ne pouvaient plus tolérer des mots d'ordre comme « pouvoir étudiant ».

La police comme nous l'avons déjà dit, a agi avec une brutalité inouïe, mais pour la première fois depuis longtemps, elle ne s'est pas trouvée face à des manifestants passifs, mais

en face de gens décidés à se défendre et à contre-attaquer.

Maintenant les étudiants parlent d'auto-défense et de guérilla. Ils entendent porter la révolte dans les rues, à Rome, à Milan, à Turin, à Bologne, à Trente, à Trieste, à Catanes, à Palerme, et ils entendent trouver la liaison avec les luttes ouvrières.

A Rome on parle déjà de l'organisation de « commandos » composés d'une dizaine de personnes et coordonnées entre eux sur des positions offensives pour ne pas succomber à la violence policière. Sans doute les facultés sont-elles occupées par les carabinieri et les policiers. Mais les étudiants sont décidés à les réoccuper dès que les policiers les auront quittées. Cela pourra continuer ainsi pendant longtemps et disant les étudiants, tant que les Universités ne seront pas gérées par ceux qui y travaillent, c'est-à-dire les enseignants et les étudiants.

La réaction du gouvernement de centre-gauche a été de tenter de minimiser ces événements. Les social-démocrates de Nenni font semblant de s'apitoyer et déclarent qu'il est absurde de recourir à la violence. Mais ensuite ils approuvent le ministre de l'Intérieur lorsqu'il donne des instructions à la police sur la façon de chasser et de punir sévèrement ces étudiants subversifs, qui risquent — entre autres choses — de faire peser une grosse hypothèque sur la campagne électorale. □

Allemagne

Berlin année zéro

Didier Hüe

Le calme ne règne plus dans les Universités de l'Allemagne de l'Ouest. Voici plusieurs mois qu'un profond mouvement de protestation se développe. Tübingen, Heidelberg, Masburg, petites villes tranquilles dont l'Université fait le renom sont touchées comme les grands centres urbains, Munich, Francfort ou Berlin. A la léthargie entretenue par le maintien de traditions séculaires et sclérosantes succède l'agitation d'une contestation brutale. S'opposer à l'agression américaine au Vietnam, dénoncer avec vigueur des structures universitaires dépassées, manifester contre la hausse des tarifs des transports, telles sont quelques-unes des actions des étudiants en colère. Parfois désordonnées, elles aboutissent toutes à une même logique : remettre en cause un ordre déterminé, celui de la République fédérale, modèle de cette société d'abondance où les apparences de démocratie masquent mal une mise en condition permanente, ou être bon citoyen signifie consommer et se taire et étudiant apprendre à devenir parfois citoyen.

Pourtant telle situation, si elle est plus accentuée en Allemagne qu'ailleurs, n'est pas particulière à ce pays. Propre à la majeure partie du monde occidental, elle ne saurait expliquer ni l'ampleur ni l'originalité du mouvement de révolte étudiant. C'est plus précisément l'inadéquation croissante de l'Université aux exigences d'une économie moderne et d'une inévitable démocratisation et l'absence de tout relais politique pour des forces de contestation qui fondent la spécificité de la situation.

Crise de l'Université et grande coalition

Peu de systèmes universitaires sont aussi conservateurs que l'allemand. Organisé selon une stricte hiérarchie que dominent les titulaires de chaires, tout puissants dans leurs départements, il n'offre que peu de possibilité de réelle collaboration entre titulaires et assistants et moins encore de dialogue entre étudiants et professeurs ; enfermé dans ses traditions et prisonnier de ses structures archaïques, il ne peut dispenser l'enseignement qu'appelle une économie développée. Aussi, conscients de ces carences, les gouvernements des différents « Länder » préparent-ils des projets de réforme. Si certains ont trouvé un début d'application, tels celui de Berlin, d'autres n'en sont qu'au stade de l'élaboration mais répondent au même souci de rationna-

lité. Séparer les différents types d'enseignement et par là même la recherche, introduire un contrat plus sévère et une sélection à tous les niveaux, telles sont les grandes lignes directrices. Le plan Fouchet n'est pas loin.

Tout aussi déterminante est la situation sur le plan politique. Déjà bien avant son interdiction en 1956, le parti communiste ne jouait qu'un faible rôle et voyait son influence se restreindre. Aujourd'hui, clandestin, divisé sur l'opportunité d'une « relégation », trop attaché encore aux schémas traditionnels, il demeure une force d'attraction bien faible. Vers qui peuvent alors se tourner des forces contestatrices en République fédérale ? Moins que jamais vers la social-démocratie. Après avoir abandonné, lors de son congrès de Bad-Godesberg en 1959, toute visée authentiquement socialiste, le S.P.D. s'intègre de plus en plus à l'ordre de Bonn. Au sein de la grande coalition, ne fournit-il pas plus l'appoint que la contestation aux forces conservatrices de la C.D.U., C.S.U.

Le mouvement vient de Berlin

Aussi dans de telles conditions, crise de l'université que s'efforcent de résoudre des réformes d'inspiration technocratique et gel de la situation politique, est-il peu surprenant que le mouvement étudiant soit radical et fasse porter ses critiques non seulement sur l'université, mais sur l'ensemble de la société et de l'idéologie qu'elle diffuse. Au centre et à l'origine de toute l'agitation, le S.D.S. (Fédération des Étudiants socialistes allemands). Exclu du S.P.D. pour « déviation extrémiste » en 1961, il était accusé d'avoir critiqué violemment la direction du parti à la suite de la nouvelle orientation du Bad-Godesberg et d'avoir maintenu des contacts avec la République démocratique allemande. N'ayant su définir ni doctrine cohérente, ni stratégie à moyen terme, la pratique du S.D.S. diffère souvent selon chaque ville. Pourtant qu'il se manifeste à Francfort, Hambourg ou Tübingen, les mêmes thèmes sont développés, critique de l'université traditionnelle et de l'idéologie libérale, soutien de la lutte de libération des peuples du tiers monde ; des méthodes analogues sont employées, teach-in, go-in, sit-in, reprises du mouvement étudiant américain de Mario Savio à Berkeley. Leurs objectifs : sensibiliser l'opinion publique, ridiculiser l'administration. Seuls, assurent une certaine unité au mouvement,



Au seuil de Berlin-Est.

A.F.P.

l'exemple de Berlin et la personnalité de Rudi Dutschke. Voici deux ans que le milieu étudiant de l'ancienne capitale est en rébellion contre l'ordre établi. De violentes manifestations se succèdent contre la guerre du Vietnam, une dure répression policière y répond, elle culmine le 2 juin 1967 où un policier abat d'un coup de pistolet l'étudiant Benno Ohnesorg qui manifestait contre le Chah d'Iran. Au projet de réforme des études, les étudiants opposent la revendication de la cogestion, à l'idéologie dominante, ils répondent par la création, en collaboration avec certains professeurs, d'une contre-université. S'adressant aux employés et ouvriers comme aux étudiants, elle vise à une émancipation totale à l'égard de la culture traditionnelle. Des groupes de travail spécialisés sont constitués, ils traitent de l'actualité berlinoise et mondiale, ils analysent et critiquent les cours enseignés. Leur objet : dispenser « la culture politique et les méthodes d'activité politiques nécessaires au perfectionnement des institutions démocratiques » grâce à une connaissance scientifique. Tout ce mouvement est fortement influencé par H. Marcuse et, à sa suite, Rudi Dutschke, dénonce toutes les formes d'oppression engendrées par une société d'abondance. Pour lui, le parlementarisme bourgeois n'a que l'apparence de la démocratie, les véritables pouvoirs de décision appartiennent à la minorité qui détient le grand capital et les moyens d'information. Dès lors, par-delà la remise en cause de l'université traditionnelle, l'objectif de Dutschke se trouve être la transformation radicale de la société.

Vers un débouché politique

Mais le S.D.S. dispose-t-il des moyens d'une telle politique ? Malgré sa capacité de mobilisation, à Berlin il compte de 200 à 300 adhérents, mais plus de 5.000 étudiants suivent ses mots d'ordre, malgré d'indéniables succès tels que la manifestation internationale du 18 février contre l'impérialisme américain ou la création de la contre-université, il semble bien que non. Les raisons sont propres au mouvement étudiant lui-même et à la situation politique générale de l'Allemagne de l'Ouest. Sous la pression des campagnes de dénigrement systématique de la presse Springer, le mouvement est de plus en plus coupé du reste de la population. Dans de telles conditions, volontarisme et activisme le menacent et seule une action commune avec d'autres forces socialistes peut y parer. Très lié à certains milieux intellectuels par l'intermédiaire du Club républicain, le S.D.S. de Berlin n'a pas su élargir son audience aux milieux syndicaux. Mais une telle situation n'est pas propre à l'ancienne capitale. Face à la tentative du professeur Abendroth de regrouper pour un programme d'action et autour du « centre socialiste » l'ensemble de l'opposition de gauche, le S.D.S. de Francfort demeure dans un prudent attentisme. Le S.D.S. se veut avant tout opposition extraparlamentaire, c'est sa force mais aussi sa faiblesse. Pour trouver sa pleine efficacité, un véritable secours politique lui fait défaut.

Les débutants du chômage

(suite de la page 1)

Jean-Yves. — Le gouvernement a bien annoncé des mesures spéciales du genre mise à la retraite des vieux travailleurs mais, nous ne sommes pas près d'en voir l'application pratique et cela n'est qu'un palliatif qui donne une mauvaise solution à un problème et en pose un autre : que vont devenir actuellement les travailleurs mis à la retraite dans ces conditions ? Le vrai problème est celui de la relance de l'économie pour créer des emplois et nous ne devons pas nous égarer sur les palliatifs du chômage.

Guy. — Parmi les mesures proposées par Chirac, il y a peu de choses qui répondent sérieusement aux problèmes des jeunes travailleurs. A part peut-être les questions d'information. Encore que dans notre système de production patriarcal, les jeunes travailleurs sont tenus très à l'écart de ce qui se passe. Il ne suffit pas d'ouvrir des bureaux d'information pour que l'orientation soit résolue, il faudrait encore que les jeunes y viennent et sentent que cela leur apportera quelque chose.

Robert. — Du reste toutes les mesures annoncées concernant l'orientation ne pouvaient entrer en application avant la mise en place de l'Office de l'emploi national et des Offices régionaux qui n'est pas prévue avant cinq ans. C'est dire qu'on nous promet des choses qui reposent sur le vide et que cela n'apporte strictement aucune solution véritable.

Robert. — D'après ce qu'il semble, les mesures sur l'orientation tendront entre autres à inciter les enseignants à ne pas faire traîner à l'école les jeunes arrivés à l'âge de 16 ans et à les pousser vers la recherche d'un travail. Cela ne résoudra sûrement pas grand-chose. Dans le système qui va être mis en place, les parents interviendront beaucoup moins, les enseignants également. Pour l'orientation, la question est de faire coller les grandes masses de personnel qualifié avec la demande de la part des employeurs. Pour cela il y a deux méthodes : la voie autoritaire, appliquée par l'administration ou la voie qui, par l'information, permet aux parents et aux enseignants de réaliser la meilleure orientation individuelle. C'est la première qui est

choisie actuellement par l'intermédiaire des structures de l'enseignement. On dira : « Allez là, vous aurez un emploi, n'allez pas là, vous n'en aurez pas », sans tenir compte des capacités du jeune et de ce qu'il pourrait ou voudrait faire.

Jean-Yves. — On touche là, la question de la prévision de l'emploi dans l'économie. Une des raisons de la crise qui touche les jeunes travailleurs est que, non seulement la formation professionnelle n'est pas adaptée mais qu'elle est souvent laissée au secteur privé et on voit des cas aberrants dans un tas de secteurs, où les jeunes qui reçoivent une formation, passent un C.A.P. pour une branche où il n'y a pas de débouchés, comme par exemple l'habillement, où on ne fait pas de formation mais où se prépare un volant de chômeurs, partiels ou non, pour peser sur les salaires.

Guy. — En fait comment se passe le moment où un jeune recherche du travail ? Il faut bien voir qu'il y a deux choses : c'est un jeune et c'est un travailleur qui cherche un emploi. Alors comment forme-t-on le jeune travailleur ? On sait que le gosse qui sort d'un milieu ouvrier réussit beaucoup moins bien à l'école primaire à cause de l'héritage culturel des parents et parce que notre enseignement est fait pour les fils de bourgeois. On pourrait s'étendre là-dessus mais ce n'est pas mon propos. A l'école primaire, ce n'est peut-être pas vrai partout, mais dans ma région la pédagogie est encore basée à 50 ou 60 %, pour ne pas dire plus, sur l'autorité, la brimade, le travail appris monumental. Aucun appel à l'initiative. Dans ma commune, il y a deux ans, un instituteur a tenu la tête d'un gosse dans un baquet jusqu'à évanouissement. C'est rare, d'accord, mais c'est le système d'autorité intégral avec ses abus. Je ne dis pas ça pour les instituteurs en général, je sais les efforts qu'ils font et leurs conditions de travail, mais le système d'autorité conditionne le futur jeune travailleur d'autant plus que le soir, quand le père rentre fatigué, il peut y avoir la taloche. Donc, pour les fils d'ouvriers il y a un retard culturel important du fait de l'école primaire.

Claude. — Le gros défaut de notre enseignement est qu'il considère tous les enfants sur un même plan par rapport à des critères de culture bourgeois, alors que ce qui est transmis par la famille, vocabulaire, lectures, etc., est très différent.

Guy. — Et quand le jeune passe au centre d'apprentissage, c'est encore pire, car les méthodes de l'apprentissage ont les défauts du primaire en plus exagéré. C'est dur.

Avec les gosses qui sont au lycée il y a antagonisme, c'est déjà une école de classe. Les profs du centre se considèrent souvent comme de second rang. Les exemples abondent d'abus de tous genres. Le contenu de l'enseignement aussi est mauvais, il est axé sur une spécialisation et pas du tout sur un épanouissement du jeune, c'est normal puisque nous sommes en système capitaliste et pas en système socialiste. Pour l'orientation alors, les meilleurs choisissent l'électronique, quand il y a le choix, ensuite mécanique-auto, puis mécanique générale. Voilà, il y a une hiérarchie de fait qui ne correspond pas aux désirs ou aux aptitudes. Alors, il y a, en plus, tous les jeunes qui ne vont pas en centre d'apprentissage et par chance il se trouve qu'ils ne sont pas les plus mal lotis quand, par exemple, ils sont chez un artisan où ils arrivent quand même à suivre les cours du soir.

Il n'y a pas de classe jeune avec une conscience jeune

Jean-Yves. — Bien sûr, mais il faut voir quand même que nous sommes mieux placés que la génération précédente. Ce n'est pas le fait du gaullisme mais de l'évolution technique ; nous, jeunes, avons malgré tout été plus formés que nos parents. Cela accentue le décalage des générations et il y a une plus grande difficulté de s'adapter pour les adultes. C'est vrai dans les familles pour les fils d'ouvriers qui sont qualifiés. C'est aussi valable dans l'entreprise. Pour autant il n'y a pas de conscience de classe d'âge qui se crée dans le travail car il y a d'autres facteurs qui jouent. La conscience de classe est d'autant moins forte que les difficultés paraissent insurmontables. Le recrutement des partis de gauche, P.C. compris, montre que c'est parmi les ouvriers qualifiés ayant des responsabilités dans le travail que la conscience de classe est la plus forte.

Claude. — J'ai été en vacances avec des jeunes mineurs du Pas-de-Calais. Ils avaient conscience qu'il leur fallait changer de métier et qu'ils en avaient plus la possibilité que leurs parents. Là il y avait conscience de classe d'âge. Pour les centres de recyclage ils se sentaient barrés par la concurrence des adultes mais ils affirmaient que c'était plus facile pour eux de venir par exemple à Paris pour chercher du travail.

Les filles sont surexploitées

Vic. — Oui, sur le plan de l'emploi il me semble qu'il y a trois catégories de travailleurs qui sont les plus exploitées et constituent la grosse masse de la réserve des chômeurs du système capitaliste actuel : les a des comportements, on va nous travailleurs étrangers, les femmes et les jeunes. J'ajoute que les jeunes filles en tant que femmes et en tant

que jeunes se trouvent doublement exploitées.

Gilberte. — Pour ce qui est de la formation professionnelle c'est évident. Ou il n'y en a pas ou elle est au rabais, ou elle consiste à fabriquer des futures chômeuses. Il y a des métiers réputés féminins où elles sont surexploitées et très nombreuses à rechercher des emplois comme dans l'habillement. Même pour la formation elles n'ont pas accès à des préparations réservées aux garçons.

Pourquoi en France y a-t-il tant de métiers réservés aux hommes et où il est impossible aux filles d'accéder ?

Jean-Yves. — Cela est visible non seulement dans la formation mais dans les emplois, mais il faut bien voir que le système capitaliste se sert de ces traditions et les maintient car cela lui assure une catégorie de travailleurs qui en tant que jeune et en tant que femme sera plus docile et moins exigeante pour les salaires.

Robert. — Les métiers féminins ne se sont d'ailleurs pas déterminés par hasard. Si on observe les branches où la main-d'œuvre féminine est la plus nombreuse, on s'aperçoit que ce sont les activités les plus fluctuantes. Dans le textile par exemple, on emploie les jeunes filles non seulement parce qu'elles sont sous-payées, et il faut voir comment ça se passe dans les Vosges par exemple, mais aussi parce que l'activité est très variable et qu'on peut les licencier sans grand problème.

Chantal. — Dans une situation économique où il y a chômage, il est évident qu'il y a concurrence entre les travailleurs. Il n'est pas possible de protéger plus les filles, les garçons que les autres travailleurs. Il n'y aura pas de formation professionnelle convenable pour les filles comme pour les autres, il n'y aura pas d'emploi stable pour elles comme pour les autres tant que l'expansion économique n'assurera pas des créations d'emploi en nombre suffisant pour tous. C'est ça qui est important. Actuellement, à qualification égale de deux demandeurs d'emploi, on choisit la fille, s'il y avait du travail, il n'y aurait pas de problème.

Des situations scandaleuses qui tiennent au système

Gilberte. — C'est vrai, on invoque toujours un tas de fausses raisons pour justifier ces choix, comme par exemple l'absentéisme. Mais pour une même qualification et les mêmes responsabilités, l'absentéisme n'est pas très supérieur. Ce qui se passe, c'est que, et c'est valable aussi pour les hommes, l'absentéisme est directement lié à l'absence de qualification et de responsabilités. Et comme les femmes sont en moyenne bien moins qualifiées en comparant des moyennes nationales, on met ça sur le dos des femmes.

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Prima della rivoluzione

V.O.



Collombert

Guy. — Il y a une exploitation particulièrement scandaleuse, c'est celle des jeunes filles. Pas parce qu'elles sont femmes. Mais des tas d'entreprises emploient des filles parce qu'on peut les licencier facilement. Parce qu'elles sont plus maniables. Dans ma région, en banlieue parisienne, des filles travaillent à partir de 14 ou 16 ans pour des salaires au rabais. Elles ont des conditions de travail et de vie effrayantes, vraiment scandaleuses.

Là encore, il y a le problème du comportement des adultes, des parents, qui considèrent que la fille peut accepter n'importe quel boulot, dans n'importe quelles conditions. Alors les conflits deviennent terribles avec les parents, elles fichent le camp et il y a un tas de filles qui, à 15-16 ans, n'ont pas de logement, couchent dans les bagnoles des gars etc. Elles sont tellement exploitées qu'elles refusent en bloc, et si elles gagnent quelques sous, alors elles les dépensent le plus vite possible. Là nous devons dénoncer vigoureusement ce qui se passe. Mais attention, quand nous disons qu'il y a dire qu'il s'agit des gens et que le régime capitaliste n'est pas en cause.

Il me semble qu'il faut bien dire que le comportement est calqué sur le système. La société du profit détermine le comportement pour la plus grande part. Certains y échappent mais tout l'environnement tend à pousser les gens à calquer leur comportement sur la recherche du profit individuel maximum. Or, une des caractéristiques du jeune c'est justement son potentiel de volonté

de transformation sociale qui est une chance du socialisme, que nous ne devons pas laisser passer. Dans les bandes, par exemple, l'esprit communautaire est formidable.

Contre la société de consommation

Jean-Yves. — On voit bien l'influence du système capitaliste par rapport à ce que serait un système socialiste. De 16 à 25 ans, c'est le moment où le désir de réforme sociale est le plus grand, d'accord, mais aussi c'est le moment où on est le plus sensible à tout ce qui est l'environnement et là on touche à la question des loisirs commercialisés, de l'attrait de la voiture à crédit. Si on n'a pas réagi avant 25 ans, il y a de grandes chances pour que ce soit perdu pour après car on s'intègre. Je pense que c'est à ce niveau que se joue l'avenir du socialisme en ce moment.

Chantal. — Il faut savoir encore comment toucher les autres jeunes et ce n'est pas si facile de leur montrer leur condition et de les faire réagir contre l'environnement. Les pressions sont énormes dans l'autre sens.

Un chômeur sur trois est un jeune

Vic. — Faisons le point. Pour la situation aujourd'hui vis-à-vis du chômage, on constate que sur 450.000 chômeurs il y a 135.000 jeunes, chiffre avancé par un rapport du Conseil Economique et Social. Presque 1 chômeur sur 3

est un jeune. C'est explicable par la formation professionnelle ou la situation économique générale. Mais il me semble que la crise n'est que le révélateur d'un problème permanent. Même en cas de croissance économique, et à ce moment-là on ne se soucie guère des chômeurs, il est sûr que les jeunes sont les plus touchés et font les frais de l'ajustement de l'offre à la demande. Or pour les indemnités, un jeune ne peut pas toucher d'allocation complémentaire des ASSEDIC s'il n'a pas eu son C.A.P. et s'il n'est pas chercheur d'emploi depuis plus de 6 mois.

Robert. — Il y a deux problèmes en effet : d'une part les jeunes arrivent plus nombreux au moment d'une crise économique où moins d'emplois sont proposés et où aussi il y a stabilisation de la scolarisation. D'autre part, même en période d'expansion, c'est sur les jeunes que pèse le plus la menace de chômage.

Jean-Yves. — L'infériorité du jeune dans la société l'expose beaucoup plus à l'exploitation et en système capitaliste c'est sur lui que ça retombe.

Vic. — C'est parfaitement vérifié si on observe la répartition des jeunes selon les branches économiques d'après le recensement de 1962 à un moment où il n'y avait pas de crise sur le marché de l'emploi : les garçons et surtout les filles de 15 à 25 ans sont plus nombreuses dans les secteurs les moins modernes. Et sur le plan régional la proportion des moins de 18 ans dans l'ensemble des chômeurs est plus élevée dans les zones de vieilles industries en stagnation ou en récession du Nord et de l'Est : 41 % dans le Bas-Rhin, 31 % dans le Nord et la Moselle.

Guy. — Cela confirme ce que nous venons de dire et nous invite à nous demander : que faire ? Si les jeunes sont exploités c'est qu'ils se défendent mal : tenus à l'écart dans le travail, spécialement conditionnés par la société de consommation. Le premier problème pour impulser une action en milieu jeune est d'arriver à ce qu'ils puissent s'ex-

primer. Or les adultes, le plus souvent, disent : Il faut les éduquer, leur apprendre les principes et on s'aperçoit tout de suite de l'énorme déphasage entre leurs interventions et les problèmes des jeunes. On entend un tel dire : « J'ai un groupe de 15 jeunes qui marche du tonnerre » et total, il y a 6.000 jeunes dans le secteur.

Alors où sont-ils ? Et la réponse de tous, de la droite à la gauche, chaque fois qu'on pose cette question est immanquablement : « On va mettre des animateurs, on va payer et ils vont apporter "l'animat" aux jeunes, ils ne l'ont pas. On va le leur donner et ça va tout résoudre. » Alors nous devons avoir le courage de dénoncer cette escroquerie. On m'a rapporté qu'à Cuba, au Congrès des intellectuels, une « personnalité » française disait partout : « Les loisirs ! les loisirs ! les loisirs ! »

Un jeune Cubain lui a demandé si les loisirs étaient les mêmes en régime capitaliste qu'en société socialiste. On lui a répondu : « Vous êtes un peu jeune, jeune homme. »

Pas de chance, c'était le secrétaire de la commission philosophique de l'Université de La Havane ! Dans le « que faire » nous devons dénoncer le danger de cette animation qui n'est qu'un encadrement destiné à faciliter l'intégration dans le régime capitaliste, et affirmer le droit des jeunes à s'organiser et à s'exprimer.

Robert. — Moi, je retiens surtout que nous devons faire prendre conscience à tout le monde de la condition actuelle des jeunes dans la société du profit et qu'il n'est pas possible de résoudre leurs problèmes dans le système actuel. De plus, si on ne donne pas la parole aux jeunes pour qu'ils les posent, des questions nombreuses resteront en suspens même en régime de construction socialiste, comme le comportement des adultes. Aussi ces explications commencées aujourd'hui doivent se poursuivre et ne pourront qu'apporter beaucoup à la préparation d'une solution totale.

Propos recueillis par Victor Frémaux

CUBA 68 : un voyage vers le socialisme

DEPARTS DE PARIS LES 24 JUIN, 8 JUILLET, 15 JUILLET, 22 JUILLET, 12 AOUT ET 2 SEPTEMBRE 1968

● Une semaine de découverte de CUBA et deux semaines dans un village de jeunes, dont une semaine en travaillant.

PRIX : 1.495 francs — pour les départs des 24 juin et 2 septembre.

1.565 francs — pour les autres dates.

● Une semaine de découverte de CUBA et deux semaines dans un village de toile.

PRIX : 1.715 francs.

Le programme détaillé sera envoyé à toutes les personnes nous ayant fait parvenir le bulletin paru précédemment.

Les Fédérations au travail

• AISNE

Depuis quelques mois, la fédération de l'Aisne a développé, avec dynamisme, une action de plus en plus efficace. A Château-Thierry, après une réunion sur le Vietnam, en février, avec de nombreux jeunes, la section P.S.U. a organisé le samedi 9 mars un débat sur les problèmes de l'enseignement, sous la présidence de Michel Hérody, secrétaire fédéral, après un exposé de Robert Chapuis, membre du Bureau National, responsable de la Commission Nationale Enseignement. Cinquante personnes, appartenant aux milieux les plus divers (parents d'élèves, enseignants, responsables syndicaux, conseillers municipaux, représentants d'autres partis, etc.) ont participé à cette réunion préparée par une large enquête (2 000 questionnaires). Les militants préparent en outre activement le Conseil national, et une commission a déjà tenu plusieurs réunions pour étudier l'activité économique de la région et ses conséquences sociales. Deux jeunes représenteront la fédération à la Rencontre Nationale des Jeunes du P.S.U. les 16 et 17 mars, à Paris.

• HAUTE-MARNE

Le 6 mars, la section P.S.U. de Saint-Dizier a organisé une conférence-débat sur le Vietnam, la lutte des peuples de l'Amérique latine et la nécessité de combattre partout l'impérialisme américain.

Le camarade A. Behar, membre du C.P.N., était le conférencier. Une assistance nombreuse, composée en grande partie de jeunes, après avoir suivi avec une attention soutenue l'exposé de Behar, engagea ensuite un riche et intéressant débat. Le camarade Schulbaum, secrétaire fédéral et membre du C.P.N., intervint pour concrétiser notre lutte en France contre l'impérialisme américain en entreprenant la nécessaire campagne pour la dénonciation du pacte atlantique. La réunion était présidée par le camarade Marcel Marchand, secrétaire de la section et secrétaire fédéral.

Une autre réunion de ce type est prévue, courant avril, à Langres.

• MEURTHE-ET-MOSELLE

La commission formation de la fédération de la Meurthe-et-Moselle avait organisé un week-end d'études les 9 et 10 mars, sur le thème : « le pouvoir économique ». Une quarantaine de membres du parti et de sympathisants en présence de notre camarade Lallemand ont analysé en commission les méfaits de la concentration capitaliste et de la centralisation administrative ; ils ont vu ce que cela entraînait comme conséquences pour l'action revendicative des syndicats et des associations locales.

En séance plénière, après les rapports de H. Barthelemy et Royez, Jacques Malterre a exposé les moyens que devrait employer la gauche pour arracher le pouvoir aux forces dominantes, et développer la participation des travailleurs à la gestion des affaires collectives et leur contrôle sur les décisions des entreprises.

Le groupe devait notamment conclure que les Lorrains ne pourraient trouver des solutions aux problèmes de leur région qu'en diminuant d'abord la toute puissance des patrons de la sidérurgie puis en procédant à la nationalisation.

Dimanche après-midi les participants ont fait le point de la préparation du Conseil national et ont approuvé l'idée de poursuivre après le Conseil l'élaboration de propositions économiques pour la région. Malterre a rappelé le sens politique qu'il fallait donner au thème des luttes sociales. En conclusion il a encouragé les camarades à poursuivre activement leur politique d'implantation et d'organisation qui se développe avec succès depuis le dernier congrès.

• RHONE

Quelque 300 personnes ont assisté, le lundi 4 mars dernier, à la réunion publique organisée à Lyon par la Fédération P.S.U. du Rhône, sur le thème « Une réponse socialiste au défi américain ».

Manuel Bridier, membre du bureau national, a présenté, dans un exposé introductif le point de vue de notre parti sur la riposte possible à l'hégémonie économique et politique des Etats-Unis. Le « défi américain »,

at-il précisé, peut-être considéré de deux manières, qui appellent des réponses bien différentes. Il y a d'une part la concurrence de l'impérialisme américain et des autres impérialismes, français et européen surtout. Il y a d'autre part la lutte mondiale des forces populaires contre l'impérialisme sous toutes ses formes, dont l'impérialisme des Etats-Unis est le fer de lance.

A ne considérer que la concurrence des capitalismes, a poursuivi Manuel Bridier, on en arriverait à la politique de Gribouille préconisée par J.-J. Servan-Schreiber : se faire plus américain que les Américains pour les battre sur leur propre terrain, en adaptant les objectifs et les méthodes de leur société de consommation. C'est la réponse du néo-capitalisme. Elle consiste à lancer l'Europe dans une concurrence acharnée avec les U.S.A., sur le plan des marchés, extérieurs, en compensant le retard technologique par une aggravation de l'exploitation des travailleurs.

La réponse socialiste, a conclu l'orateur, consiste au contraire à construire l'Europe sur des bases différentes, en accordant la priorité à la satisfaction des besoins collectifs, à l'augmentation du temps social libre, à la libération effective de l'homme. Elle n'implique pas seulement une politique d'indépendance envers les Etats-Unis et de protection de la production européenne mais une remise en cause de « l'américanisme » dans notre propre pays. Elle n'est pas seulement le choix entre deux politiques mais entre deux types de civilisation.

Chaleureusement applaudi, l'exposé de Manuel Bridier a été suivi de nombreuses questions qui ont permis de mieux faire connaître les points de vue de notre parti sur la politique internationale et sur l'organisation de l'économie dans un régime de transition vers le socialisme.

• BOUCHES-DU-RHONE (9 et 10 mars)

La Fédération des Bouches-du-Rhône du P.S.U., qui a modifié récemment la composition de sa direction, avait organisé une série de manifestations destinées à renforcer son implantation dans les grandes villes du département.

A Aix-en-Provence tout d'abord, une réunion publique conduite par Michel Rocard, secrétaire national du Parti, a réuni cent cinquante personnes.

A Marseille, le même soir, c'est une salle de 200 personnes qui écouta le secrétaire national du Parti.

Dans les deux cas, Michel Rocard a fait le point des progrès de l'unité de la Gauche. Il a souligné la nécessité de dépasser le pas important que constitue l'accord récent entre le P.C. et la F.G.D.S. en faisant du programme une liste des moyens d'action que chaque travailleur, chaque syndicat, chaque organisation sociale, chaque conseil municipal de Gauche, peut trouver à sa portée pour entreprendre directement la lutte pour la transformation socialiste du pays.

Le lendemain, une journée complète de formation a groupé 55 camarades pour la préparation du Conseil National.

Avis aux autres fédérations du Parti : les Bouches-du-Rhône ont très remarquablement travaillé leurs rapports tant en ce qui concerne les perspectives de l'emploi qu'en ce qui concerne la situation du mouvement syndical et le bilan de son action récente compte parmi les meilleurs dont nous ayons connaissance.

Les Bouches-du-Rhône sont en progrès et font du bon travail pour le socialisme.

• PARIS 15^e SECTION

La 15^e section a organisé le vendredi 8 mars un colloque sur les rapports entre partis et syndicats. Devant 70 personnes qui suivirent les débats avec beaucoup d'attention, la question fut traitée d'abord sous un angle historique par J.-M. Vincent (Le Travailisme), Yvon Craipeau (La conception bolchevique), Maurice Labi (La charte d'Amiens). Ensuite des militants syndicalistes : R. Esmiol (C.G.T.), M. Gonin (C.F.D.T.), et des militants politiques, G. Lecourtois, J. Kergoat, discutèrent des problèmes actuels. La plupart mirent l'accent sur l'autonomie syndicale et sur la complémentarité des rôles des partis et des syndicats.

• PARIS 16^e SECTION

Mardi 5 mars, réunion de la XVI^e section du P.S.U. Devant une cinquantaine de personnes, A. Salomon des « Rencontres socialistes de Grenoble » et Jean-Marie Vincent du B.N. du P.S.U. ont animé une discussion sur le thème « les chances du socialisme en Europe » à partir des thèmes du colloque de Cachan. Les deux orateurs, bien qu'exprimant à divers titres des vues différentes se retrouvèrent pour développer la conception d'une Europe socialiste dégagée de l'emprise américaine, pour laquelle dès maintenant la gauche socialiste doit lutter sans se laisser enfermer dans les limites de la construction européenne actuelle.

Calendrier

• **Dimanche 17 mars - FECAMP.** — Salle municipale, place Bellet, à partir de 9 h 30 :

— Journée d'études sur l'emploi et les perspectives régionales.

Organisée par la section du P.S.U. avec la participation de Jacques Malterre, membre du Bureau national.

• **Mercredi 20 mars - ROUEN.** — Meeting du P.S.U., 21 h, pour soutenir la candidature de Robert Dubreuil aux élections municipales partielles.

• **Judi 21 mars - COURBEVOIE.** — 20 h 45.

Avec la participation de Michel Rocard. Salle Esperet, 123, rue A.-Silvestre.

Où en est la guerre du Vietnam ? Conférence-débat avec Jean Lacouture, sous la présidence de Claude Glayman.

1 - A la veille des élections présidentielles, le peuple américain est-il menacé de fascisme ?

2 - Quelle est la résonance de la guerre du Vietnam dans les populations des pays sous-développés ? (Afrique, Amérique Latine, Inde, Noirs des U.S.A.)

3 - Quelles sont les incidences de la guerre sur l'expérience socialiste du Nord-Vietnam. Le socialisme est-il une explication à l'extraordinaire cohésion de ce peuple ?

Communiqué du C.N.A.L.

Le C.N.A.L. s'élève avec force contre les nouvelles facilités que le ministère de l'Éducation Nationale vient d'accorder à l'enseignement privé.

Dans une note semi-clandestine du 31 janvier, le Ministère étend le bénéfice des prestations assurées par les établissements publics que sont l'Institut Pédagogique National et les Centres régionaux et départementaux de documentation pédagogique, aux établissements d'enseignement privé sous contrat d'association.

Le C.N.A.L. remarque d'abord que la plupart des équipements considérés ont été financés sur la part des crédits Barangé réservés à l'enseignement public.

Le fait pour l'enseignement privé de recevoir ces nouvelles prestations aboutit donc à le faire bénéficier deux fois des crédits Barangé.

Le C.N.A.L. constate, en outre, qu'il a fallu 8 années au Ministère pour découvrir que les dispositions de la loi Debré du 31 décembre 1959 lui permettaient de prendre de telles mesures.

De ce fait, le C.N.A.L. est fondé à émettre les doutes les plus sérieux sur la justification juridique de ces mesures. Aussi, a-t-il décidé d'introduire un recours contentieux contre la décision ministérielle du 31 janvier.

Le C.N.A.L. estime que ces dispositions, venant quelques semaines après la circulaire sur l'extension des aumôneries, représentent en réalité les premiers indices d'une opération politique décidée par le Gouvernement qui, face à une opposition et à un mécontentement grandissant, cherche à faire de la défense de l'enseignement confessionnel le ciment d'une majorité qui menace de se désagréger.

Le C.N.A.L. appelle toutes les forces démocratiques à renforcer l'union qui s'est manifestée au Colloque des 9 et 10 décembre et à mettre tout en œuvre pour faire triompher la notion d'une Université nationale, laïque et démocratique.

Les nervis fascistes

Une fois de plus, les voyous du groupe fasciste « Occident » ont montré comment ils entendaient la défense de la liberté.

Jeudi dernier 7 mars, le Comité local du C.V.N. organisait à la « Maison Verte », local appartenant à l'église évangélique, une réunion d'information sur l'impérialisme, avec la participation de notre camarade Manuel Bridier.

Une cinquantaine de nervis casqués et armés de bâton, se réclamant à grands cris du groupe fasciste « Occident », ont attaqué cette réunion, brisant les vitres à coup de briques, de pots de fleurs et de marteau. Deux camarades ont été blessés, à la tête et à la jambe, par des éclats de verre et c'est une chance que personne n'ait été plus sérieusement blessé par ces courageux champions de l'occidentalisme, dissimulés dans la nuit pour bombarder de leurs projectiles un local fortement éclairé.

Sans doute de tels exploits ne soulèvent-ils que le mépris et l'indignation. Mais l'intention est d'empêcher la tenue normale de réunions, particulièrement sur le Vietnam. C'est pourquoi les camarades présents, qui ont poursuivi la réunion après la visite du « commando », ont décidé qu'il ne fallait pas prendre la chose à la légère. Ils ont rédigé un appel à toutes les organisations démocratiques du quartier pour l'organisation en commun de la lutte contre la renaissance des groupuscules fascistes.

Le P.S.U., quant à lui, est résolu à prendre toutes les mesures pour que les voyous d'Occident reçoivent, où que ce soit, la bonne leçon qu'ils méritent. □

Après le procès Guadeloupéen

L'avocat général réclamait des peines de 1 à 5 ans de prison ferme. Les juges ont acquitté 13 des accusés et ont condamné les 6 autres à des peines de prison mais avec sursis : 4 ans pour Sainton, Makouke, Glaude et Théodore (ce dernier, en fuite) ; 3 ans pour Baden et Flessel. Aucun des accusés n'est interdit de séjour à la Guadeloupe.

La presse a relevé l'anachronisme des propos de l'avocat général. Elle a un peu trop oublié qu'il exprimait la volonté du gouvernement. Et quand « Notre République », organe des gaullistes « de gauche », dont M. Billotte, ministre, feint de découvrir au cours du procès la situation réelle de la Guadeloupe, cela nous paraît assez hypocrite. Quant à M. Billotte, chaque fois qu'un vœu est émis par les peuples d'outre-mer, il répond : « Non, cela est contraire aux vœux des populations ».

Les « populations » ne seraient ni les travailleurs de la canne à la Guadeloupe, ni les ouvriers des mines de nickel en Nouvelle-Calédonie, ni les Assemblées territoriales de ce pays ou de Polynésie, ni aucun des élus véritables, ni même ces « élus » des consultations irrégulières qui ont permis à la V^e République d'obtenir la majorité en mars 1967.

Il faut savoir qu'en Guadeloupe même, en juin 1967, onze jeunes gens ont été condamnés à des peines de un à quatre ans de prison ferme. Il faut obtenir leur libération et l'acquiescement de ceux qui doivent être jugés bientôt.

Durant le procès, des manifestations de soutien aux accusés ont eu lieu à Poitiers, à Bordeaux, à Clermont-Ferrand, à Paris. Le combat pour la décolonisation doit continuer. □

Rencontre nationale des E.S.U.

SAMEDI 16 ET DIMANCHE 17 MARS
81, rue Mademoiselle, Paris-XV^e

Samedi, 14 h - Ouverture par Michel Rocard, Secrétaire National ; Travail en Commission.

Dimanche, 9 h à 13 h - Rapport des Commissions. Conclusions.

□ Sarcelles : ce que nous pensons

Sarcelles a élu les membres de son nouveau Conseil de Résidents. Par rapport à la convention signée par le Conseil sortant avec la SCIC, convention dont le principe avait provoqué l'essentiel des débats, les positions étaient les suivantes :

à droite : l'U.D. V^e a, à plusieurs reprises, refusé la cogestion en utilisant des arguments sans fondement sérieux ;

à gauche : le P.C. a condamné avec violence à de multiples reprises — et nous le regrettons — au niveau de ses cellules, de sa section et de sa fédération, la convention, la cogestion et le Conseil des Résidents sortant.

— La F.G.D.S. s'est abstenue de tout commentaire, comme si aucun problème n'existait dans le grand ensemble, abstention que nous déplorons.

— Seul le P.S.U. a pris position en faveur de l'esprit de la convention, c'est-à-dire du développement de la cogestion.

Quatre listes étaient en présence. Trois d'entre elles, déjà représentées au Conseil des Résidents sortant, défendaient la convention. Elles ont obtenu 1.751 voix, soit 68 % des suffrages, ce qui conduit à 12 sièges sur 18.

Association sarcelloise (AS) :
751 voix, soit 5 sièges.

Association des familles (AF) :
522 voix, soit 4 sièges.

Copropriétaires :
478 voix, soit 3 sièges.

En revanche, la section locale de la CNL, constituée à la suite d'une Assemblée Générale de l'Association sarcelloise, où les éléments communistes hostiles à la convention avaient été largement minoritaires, avait confirmé son opposition à la convention et probablement au principe même des Conseils de Résidents. La CNL a obtenu 765 voix soit 6 sièges.

Les résultats signifient donc que malgré l'hostilité des partis politiques traditionnels, la convention a été ratifiée par la population du grand ensemble.

Politiquement, le scrutin montre également le peu d'influence dont disposent au plan local ces partis politiques lorsqu'ils prennent sur des problèmes neufs des positions conservatrices. En revanche l'esprit de progrès du Parti Socialiste Unifié a rencontré audience et adhésion.

En ce qui concerne la gauche, sa progression notable : 11 sièges (AS + CNL) au lieu de 8, et l'équilibre des forces, P.C.-P.S.U. qui ont obtenu à 14 voix près le même résultat rendent nécessaire une révision de la position du CNL.

(Communiqué de la Fédération P.S.U. du Val-d'Oise.)

□ La contagion de Prague

Critiques très violentes dans la presse. Protestations des syndicats. Prises de positions d'officiers de l'Etat-major. Remous chez les intellectuels : l'affaire Sejna, général-député, passé à l'Ouest le 26 février dernier, fait du bruit en Tchécoslovaquie.

En fait il s'agit d'un nouvel épisode de la lutte entre « staliniens », Novotny en tête, et libéraux dirigés par Dubcek. Ceux-ci avaient en décembre dernier, remporté une première victoire lors de la session plénière du comité central : M. Novotny, qui, depuis près de quinze ans, dirigeait le parti, devait laisser sa place à M. Dubcek. Bien que restant président de la République, il n'accepta pas sa défaite de bon cœur : déjà, durant les discussions du comité central, il mobilisa une partie de l'armée ; ensuite il rappela, au cours de nombreux meetings, tenus en particulier chez les ouvriers de Bohême-Moravie, inquiets de l'orientation nouvelle de l'économie, la nécessité de principes dogmatiques, essayant ainsi de rallier une base qui lui échappait.

Aujourd'hui nombreux sont les Tchèques qui exigent la démission de M. Novotny. Et on ne voit guère comment le président de la République pourrait conserver cette dernière fonction.

La Tchécoslovaquie se trouve à un seuil important de son histoire. La réforme économique, où sont réintroduites les notions de compétitivité et de rentabilité, longtemps contrecarrée par la bureaucratie, commence enfin à être mise en application.

La vie politique se démocratise : la censure s'adoucit ; la répression contre les intellectuels est terminée. La politique étrangère, plus souple, moins inféodée à Moscou, semble vouloir nouer des liens avec divers pays, notamment l'Allemagne de l'Ouest. En janvier, un texte officiel mentionnait l'éventualité de relations diplomatiques avec Bonn.

Une évolution dont à Prague, en dépit du clan Novotny, on se félicite. « Saisissons, écrit même *Literary Listi* (une revue d'intellectuels) la chance donnée par l'Histoire d'unir dans un mariage fidèle ce qui est inséparable : le socialisme et la liberté. »

Une évolution qui ne peut qu'inquiéter certains pays comme la Pologne où les difficultés de M. Novotny risquent d'être celles de M. Gomulka et où, cette semaine, se sont déroulées des manifestations dont on n'avait connu pareille ampleur depuis 1956, et satisfaire d'autres comme la Roumanie qui, à Sofia, a encore fait parler d'elle en ne signant pas la déclaration sur la non-prolifération des armes nucléaires.

(Nous publierons prochainement une longue étude sur l'évolution des pays de l'Est.)

□ Vietnam : l'attente

Alors que la conférence des Etats membres du Pacte de Varsovie, réunie à Sofia, condamnait une nouvelle fois « l'agression américaine au Vietnam », et qu'aux Etats-Unis même, plusieurs sénateurs violemment hostiles à la politique asiatique du président Johnson, MM. Kennedy, Fulbright et Mansfield réclamaient que la décision d'envoyer des renforts au Vietnam soit soumise à l'approbation du Congrès, on assiste depuis quelques jours sur le terrain, à un net ralentissement du rythme de la guerre.

Il semble que les Vietcongs et les Nord-Vietnamiens, tout en continuant de maintenir une pression effective sur les grandes bases isolées du nord du pays, et en restant les maîtres du delta, n'aient pas voulu profiter des derniers jours de la mousson pour lancer de grandes offensives comparables à celle du Têt.

La création d'un front du nord autonome, couvrant les deux provinces de Quang-Tri et de Thua-Thien, sous le commandement du général Rosson, ne milite pas en faveur de cette tactique. Comme naguère De Lattre, c'est vers une forme de guerre classique, que les Américains veulent attirer leur adversaire. Mais la création d'un front continu permettant l'intervention massive des divisions blindées et de l'aviation américaines reste peu probable. Bien que remarquablement équipée, l'armée des guérilleros n'a aucun intérêt à livrer une bataille en ligne.

En préparant une offensive sur le front nord, non seulement pour tenter de dégager Hué et les bases, mais pour effacer le cuisant revers du mois dernier, le commandement de Saigon cherche à retirer aux Nord-Vietnamiens et aux Vietcongs l'initiative des opérations. Mais en attendant, les voies de communication entre Hué, Khé-Sanh et Quang-Tri, risquent de devenir pour les « marines » autant de « rues sans joie. »

□ Italie : Les journées agricoles du P.S.I.U.P.

Plus de deux cents délégués des Fédérations provinciales du P.S.I.U.P., de nombreux représentants du P.C.I., de l'Alliance des « Cultivateurs Directs » et le camarade Jacques Ropars de la Commission nationale du P.S.U. ont participé les 24 et 25 février à Bari aux journées agricoles du P.S.I.U.P.

Le choix de Bari a été intentionnel : le sous-développement industriel et agricole, n'y est pas une image : c'est la réalité quotidienne de ce *Mezzogiorno*, où la population très nombreuse, n'a que l'exode vers le nord ou l'émigration comme espérance.

Un exposé très documenté d'Annunelli souligna l'écart croissant entre le développement économique et les investissements opérés dans le Nord ; et la relative stagnation et le manque d'investissements qui sont le lot du Sud.

Par contre, le Sud est livré à l'action capitaliste par la domination exercée dans le domaine agricole, des investissements contrôlant les secteurs de la transformation et la commercialisation. La colonisation intérieure italienne est comparable à celle de certaines républiques de l'Amérique du Centre et du Sud.

La condamnation de la politique de centre gauche et la mise en place d'une véritable réforme agraire et d'une politique générale de développement économique et social terminait ce remarquable rapport introductif.

Bari peut être très loin de Redon, de Quimper, de Toulouse ou de Carcassonne. L'écho des violentes manifestations agricoles de 1967 en France, a retenti au Sud de l'Europe et ces journées sont une des manifestations de cette lutte collective, lutte politique et syndicale, contre les conséquences d'abord, mais de plus en plus contre les causes de la conception capitaliste et libérale du Marché Commun.

Sous prétexte d'efficacité économique, la condamnation de ces régions est inscrite dans la politique européenne de la C.E.E. Et, bien des mesures économiques sont passées sous silence par les responsables du gouvernement Moro, par peur des réactions brutales des petits et moyens paysans que la Démocratie Chrétienne et la Social Démocratie avaient promis de soutenir et d'aider dans leur évolution.

Or la conception de la politique agricole italienne : la propriété foncière familiale, ne résout pas le problème de la rémunération des travailleurs et de leurs familles. L'endettement est général et avec le tassement de certains prix (lait par exemple), à la suite des accords de Bruxelles, le climat même dans certaines régions du Nord, est à la révolte.

La réponse valable ne sera trouvée que dans un passage de la condition pré-capitaliste où se trouve l'agriculture italienne dans sa majorité — à une condition socialiste, par une série d'étapes que le programme du P.S.I.U.P. a développé :

— orientations coopératives, banques rurales, actions collectives et participation de l'Etat, aide technique, pour une production planifiée sur le plan national et européen.

□ Petite annonce

Militant, permis VL, anglais parlé et écrit couramment, pouvant taper machine, expérience bureau, cherche emploi mi-temps ou plein temps. Toute offre considérée.
Ecrire au journal qui transmettra.

Livres

De Lénine à Kossyguine

Maurice Combes

Le cinquantième anniversaire de la Révolution d'Octobre a été marqué par un flot de discours, d'articles, de films qui avaient pour objet de prendre la mesure de l'événement, de rappeler tel ou tel épisode et aussi bien souvent de porter un jugement sur l'évolution de l'U.R.S.S. Ici même il en a été longuement débattu. Notre propos n'est pas de revenir sur ces controverses mais seulement de signaler à l'attention du lecteur quatre ouvrages d'un grand intérêt et facilement accessibles publiés à l'occasion du cinquantième.

Il s'agit de quatre ouvrages de poche : *La Révolution russe de 1917*, de Marc Ferro (1) (qui a pu consulter librement les archives soviétiques), *La Révolution russe* de Marcel Liebman (2), professeur à l'Université libre de Bruxelles, *La Révolution des révolutions* de Jean Ellenstein (3), membre du P.C.F., *Bilan de l'U.R.S.S. (1917-1967)* de l'Anglais O. Nettel (4) qui a écrit aussi un livre sur Rosa Luxembourg.

Problèmes de l'historiographie soviétique

Le petit livre de Marc Ferro comprend un récit très clair des événements qui vont de la chute du tsarisme à la prise du pouvoir par les bolchevicks, des documents relatifs à certains épisodes et prises de position de l'époque, une bibliographie et surtout un résumé des principaux problèmes et querelles d'interprétation auxquels a donné lieu la Révolution d'Octobre.

Cette partie de l'ouvrage vaut qu'on s'y arrête. La Révolution russe, comme la Révolution française, a suscité une multitude de travaux contradictoires, de livres qui portent l'empreinte des opinions ou des préjugés de leurs auteurs. Ferro, comme les autres historiens cités plus haut, ne prétend pas à une sérénité parfaite. Du moins est-il possible aux uns et aux autres d'y voir aujourd'hui un peu plus clair, de mesurer la valeur et les limites de leurs devanciers, de reconnaître en quoi ils sont redevables de leurs recherches ou de leur témoignage.

A cet égard, s'il souligne la partialité des ouvrages dus aux émigrés de toutes couleurs, Ferro, comme

Liebman, se plaît à reconnaître les mérites des *Mémoires* de Sukhanov, menchevik de gauche, ami de Martov. S'il indique les limites de l'historiographie trotskyste notamment sur les divergences entre Lénine et Trotsky, Ferro reconnaît la valeur de *l'Histoire de la Révolution russe* de Léon Trotsky. Et Liebman est également d'accord avec lui sur ce point, comme il est d'accord sur l'intérêt du témoignage présenté par le journaliste américain John Reed, témoin sympathisant de la Révolution d'Octobre, dans ses *Dix jours qui ébranlèrent le monde* (aujourd'hui réapparus en U.R.S.S.) (5).

Quant à l'historiographie stalinienne, elle est très mal considérée par Ferro qui lui reproche une surestimation du rôle de Staline (qui fut en réalité secondaire) au cours de la Révolution, la dissimulation des désaccords entre Lénine et Staline (notamment sur le problème des nationalités) et bien entendu la sous-estimation du rôle de Trotsky et des autres leaders bolchevicks liquidés par Staline.

Plus sévère encore était le regretté Isaac Deutscher — dont les monumentales biographies de Staline et de Trotsky sont elles-mêmes une contribution à l'histoire de l'U.R.S.S. — et qui, dans la préface du livre de Marcel Liebman, s'en prenait à *l'Histoire de l'U.R.S.S.* d'Aragon (laquelle malgré la déstalinisation respecterait encore trop de tabous et trop d'ukazes).

Ces reproches ne méritent guère d'être faits au communiste Jean Ellenstein dont le petit ouvrage publié aux Editions Sociales, comporte au contraire un accent très neuf après tant d'omissions et de falsifications. Le rôle de Trotsky et de ses partisans ralliés aux bolchevicks en 1917 est correctement relaté, ainsi que les discussions au sein du parti bolchevik, en particulier l'opposition de Kamenev et même de Staline à la thèse de l'insurrection que Lénine finit par imposer au Comité Central. A la fin du livre sont cités les passages essentiels du fameux « Testament de Lénine », si longtemps tenu secret en U.R.S.S., dans lequel Lénine exprimait sa méfiance à l'égard de Staline.

Tout au plus pourrait-on reprocher à Jean Ellenstein de situer un peu tôt le grand tournant de

l'U.R.S.S. qui vit ce pays mettre à l'ordre du jour « la construction du socialisme dans un seul pays ». Liebman souligne au contraire les espoirs mis par Lénine, par Trotsky et tous les bolchevicks, dans l'extension de la Révolution aux pays plus avancés que la Russie. « Le Russe a commencé, l'Allemand, le Français, l'Anglais achèveront et le socialisme triomphera. » (Lénine en 1918).

Le rôle de Lénine et celui de Staline

Sans doute la thèse de Trotsky sur « la révolution permanente » n'a pas été confirmée par l'histoire, mais ce n'est qu'en 1924 — Liebman et Nettel en sont d'accord — que Staline, tirant les leçons du reflux, a formulé sa théorie du « socialisme dans un seul pays ».

Si Lénine a fondé l'U.R.S.S., conscient plus que tout autre de la nécessité de l'offensive (l'insurrection de Péetrograd) puis de la défensive (la paix de Brest-Litovsk, la Nep), Staline quels qu'aient été ses crimes — a bel et bien présidé à la construction de la Russie moderne avec la collectivisation agricole et les plans quinquennaux. Et ce n'est pas

sans raison que Liebman rappelle la grande prudence de sa diplomatie trop oubliée aujourd'hui.

Le rôle de Lénine, comme celui de Staline, est bien mis en lumière dans le livre de Nettel qui veut être un bilan objectif.

Particulièrement bien venues sont les pages où l'auteur imagine que Lénine et Staline ressuscitent pour assister au défilé du cinquantième. « Le bonhomme Lénine » admire ce grand pays qu'est devenu l'U.R.S.S. mais a du mal à reconnaître la mise en œuvre de son rêve égalitaire dans cette nation technocratique, et assez chauvine. Staline, lui est beaucoup moins dépayé mais s'inquiète « devant l'étendue de la libéralisation, l'indiscipline et le chaos du mouvement international, et le démantèlement de l'appareil de contrôle ».

Il est vrai que l'U.R.S.S. a fondé un socialisme, non le socialisme. A cet égard, Staline est bien mort. L'avenir est au polycentrisme. □

(1) Questions d'histoire. Flammarion : 3,50 F. (2) Mavalant Université : 8,00 F. (3) Editions Sociales : 6,15 F. (4) Le Seuil : Collection politique : 7,50 F. (5) Publiés dans la Collection de poche 10/18.

A lire

● ROBERT LAFONT : « Sur la France ». Gallimard. 261 p. 15 F.

Nous avons ici dit tout le bien que nous pensions du précédent essai de l'auteur « La Révolution Régionaliste » ; et d'ores et déjà nous faisons appel aux mêmes adjectifs pour louer et vous conseiller ce nouveau livre, où la part historique est prépondérante et sur lequel nous reviendrons.

● CASAMAYOR : « Combats pour la Justice ». Le Seuil, 315 p.

Qui ne se souvient de l'affaire Casamayor ? Dans le présent recueil d'articles, cet homme de justice, de talent et de cœur pose un miroir à 15 années d'histoire de France. Ses 15 dernières qui furent dominées par le conflit entre la vérité et les multiples impostures que nous valurent toutes nos aventures politiques.

● JEAN-PHILIPPE MAILLARD : « Le nouveau marché du travail ». Le Seuil, coll. « Société ».

Pas de meilleure lecture pour préparer le prochain Conseil National du P.S.U.

● « LES CADRES ET L'ENTREPRISE ». Une étude sociologique très détaillée menée parmi les cadres ingénieurs et techniciens de l'industrie aéronautique. I.S.S.T., 27, rue de Fleurus, Paris-6^e. 27 F.

● « LES ORIGINES DE LA CLASSE OUVRIERE ». Jürgen Kuczynski. Description des conditions de vie du nouveau prolétariat urbain naît de la révolution industrielle du XIX^e siècle. Dans cet isolement de milliers d'hommes va naître le syndicalisme. Librairie Hachette. Collection Univers des Connaissances, 12 F.

● SECURITE SOCIALE : EVOLUTION OU REVOLUTION ? Publié sous la direction de Jean-Robert Debray, cet ouvrage tente d'élucider les grands problèmes actuellement posés à la Sécurité sociale. Presses Universitaires de France. 15 F.

● PETER BLOS : « Les Adolescents », essai de psychanalyse. Editions Stock, 282 pages, 21 F.

Traité à fond, sans fausse pudeur, appuyé sur de très nombreuses analyses d'adolescents, ce livre intéressera non seulement le public qui suit de près la psychanalyse, mais les éducateurs et les jeunes eux-mêmes.

● JACQUES DELFERRIE DE BAYAC : « Les Brigades Internationales ». Editions Fayard, 466 pages, 26,50 F.

L'histoire des Brigades Internationales combattant dans les rangs républicains au cours de la guerre civile espagnole. Sont présentées à la fois les principales opérations militaires de cette guerre et une analyse détaillée de la part qu'y prirent les Brigades. A lire.

● HONORE BONNET ET GERALD MAUROIS : « Ski total ». Editions Denoël, 179 pages.

Judicieusement mis en image, ce luxueux volume nous fait découvrir les secrets de l'entraînement des athlètes prôné par celui qu'on a surnommé le « Napoléon du ski ».

● « PARADOXES DE LA PAIX », de Pierre M. Gallois.

Théoricien scientifique de la force de frappe gaulliste, P.M. Gallois explique les mécanismes militaires et diplomatiques des grandes crises internationales de l'ère nucléaire.

Presses du Temps Présent, 18 à 20, rue du Fg-du-Temple, Paris-11^e. 372 pages, 18 F.

Cinéma

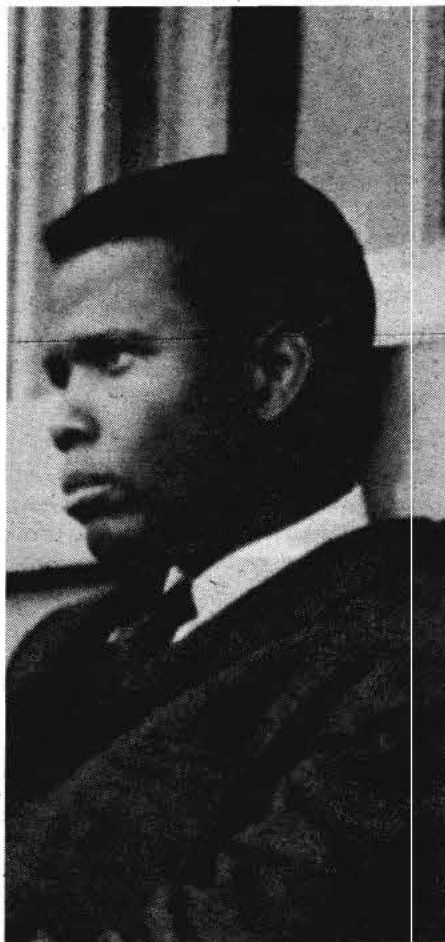
Série nègre

Jean Helms

« Dans la chaleur de la nuit » pourrait n'être qu'un bon film policier, seulement voilà, le crime est accompli dans une petite ville du Mississippi et l'inspecteur qui mène l'enquête... est noir. Tous les rouages du genre mis en place s'en trouvent bouleversés. L'entêtement des enquêtes qui, dans les modèles classiques, fondent inévitablement les questions de la police, tourne ici à l'épouvante raciale, les policiers ne savent plus très bien où est leur camp, les prisonniers eux-mêmes font corps avec leurs gardiens contre l'intrus. Deux aversions contradictoires se rejoignent ici pour enfoncer un homme dans une double solitude : celle du nègre et celle du flic.

Le point culminant de ce malaise se situe sans doute au moment où l'inspecteur apprend à la femme de la victime l'épreuve qui la frappe. On se demande qui l'emportera dans le comportement de celle-ci : l'accablement devant la mort de son mari ou la répulsion instinctive du noir ? On la voit geindre puis se mordre les doigts, pour éviter en somme ceux de l'inspecteur. Un instant, dame du monde, elle se plaint de la chaleur, pour s'abandonner finalement à ces mains brunes qui lui donnaient la nausée. Temps forts d'autant mieux rendus qu'ils s'incarnent dans des talents exceptionnels : Sidney Poitier, inspecteur raffiné face au commissaire balourd (Rod Steiger) qui, d'abord hostile, fini par se prendre de sympathie pour ce Noir venu du Nord, que le hasard d'une enquête lui aura imposé. Ce qui lui vaudra d'ailleurs l'hostilité des autres Blancs.

Le Nord contre le Sud, les Blancs contre les Noirs, ou contre les Blancs « vendus » aux Noirs, les Noirs contre tous... Insensiblement l'Améri-



Sidney Poitier.

que s'est installée dans un apartheid à multiples facettes.

A ceci près que le monde noir inquiète et donne aux œuvres qui l'évoquent une saveur particulière. De New York à la Nouvelle Orléans on joue à se faire peur avec des films de ce genre qui sont normalement distribués. Sans scandale. C'est ce qui différencie évidemment un Jewison qui a réalisé ce film d'un Losey dont la critique était d'une autre portée (dans « Haines » par exemple). Sans parler des qualités techniques. « Dans la chaleur de la nuit » n'est qu'un film bien fait, avec des éclairages fortement placés sur cet inspecteur trop malin, toujours sauvé au dernier moment. En définitive il s'agit d'une production classique américaine. Mais il faut se presser de la voir, comme « La Permission » de Melvin Van Peebles qui va bientôt sortir. Ce sont peut-être en effet les derniers films intégrationnistes des Etats-Unis avant la tempête. □

A l'origine de cette manifestation se trouve le cinéma universitaire. Il faut tout d'abord signaler que le cinéma occupe à Poitiers — et depuis fort longtemps — une place prépondérante dans la vie culturelle de la cité. Peu de ciné-clubs peuvent en effet se flatter de compter, bon an mal an, entre 3.000 et 3.500 adhérents et de programmer (avec présentations et discussions) trois films par semaine au cours de quatre séances organisées dans trois salles de projection différentes. Il y a là de quoi détruire le mythe de l'apathie culturelle provinciale.

Ces « journées » sont donc nées de l'initiative des étudiants cinéphiles animateurs du cinéma universitaire et expriment le besoin d'un public soucieux de culture cinématographique.

Ainsi s'instaure ce qui constitue un trait original du festival poitevin : l'étroite collaboration entre étudiants et professionnels du cinéma dans l'élaboration et le déroulement des journées, qui débordent maintenant très largement le cadre universitaire. Il a choisi de présenter chaque année un cinéma national, et à travers lui de faire connaître le pays choisi. Donc, par son cinéma, c'est la culture d'un pays que le festival de Poitiers cherche à exprimer.

Après les débuts modestes des « journées du cinéma français »

(1963) et une incursion dans le domaine du court métrage (1964), la formule définitive fut adoptée avec le cinéma américain (1965), le cinéma italien (1966) et le cinéma anglais (1967).

Avec le développement de cette manifestation s'est accrue la participation des autorités locales, des organismes culturels et des ambassades. Mais la complète réussite des VI^e journées doit beaucoup à la délégation polonaise qui se rendit à Poitiers et qui permit de longs échanges avec animateurs et spectateurs.

De même que la participation étrangère augmente d'année en année, la venue de journalistes et de critiques français, chaque année plus nombreux permet de mesurer la croissance rayonnante de ce jeune festival qui affirme ainsi ses ambitions et sa spécificité.

Né d'une collaboration avec les cinéphiles, il entend la conserver. Il refuse la consommation du film (s'agirait-il de chefs-d'œuvre) et exige la participation aux débats. Il ne sert pas les modes cinématographiques mais veut présenter l'ensemble d'une production nationale. Cette expérience, unique par ses buts et par son ampleur, suscite l'intérêt croissant du public : c'est ce qui permet d'espérer de faire très bientôt de Poitiers un des hauts-lieux des festivals français. □

INTER-LIVRES

38 - 40, AV. DES GOBELINS, PARIS-13^e

commandez tout livre
DISPONIBLE CHEZ LES EDITEURS

PAR TELEPHONE **535 - 08 - 46**
OU PAR LETTRE

VOUS LE RECEVREZ DANS LES
PLUS BREFS DELAIS PAR
COURSIER OU PAR LA POSTE

VOUS LE PAIEREZ MOINS CHER

● 10 % DE REMISE IMMEDIATE ● PRIME DE FIDELITE ● PORT GRATUIT POUR TOUTE COMMANDE SUPERIEURE A 50 F (Sinon port 2,50 F)

VOUS LE PAIEREZ PLUS TARD

SUR FACTURE REÇUE CHAQUE MOIS

Le rôle de Poitiers

Lucien Lapierre

Traditionnellement, le cinéophile lie les festivals français à trois villes : Cannes, Tours et Annecy. Devant l'importance croissante de ses « journées cinématographiques » il est permis de penser que Poitiers est en train de devenir la quatrième. En effet, depuis 1963, chaque année au mois de février, et pendant une semaine les cinéphiles de la région poitevine vivent dans une salle de

projection où se succèdent films et débats. Après le stage pour initiés des premières « journées » qui réunissait quelques centaines de fidèles, le dernier festival s'est orienté vers une manifestation culturelle d'une réelle ampleur : 10.000 spectateurs environ ont suivi les 25 longs métrages et 40 courts métrages des VI^e journées, consacrées au cinéma polonais.

Greffes en Afrique du Sud

Le Cap critique

Pierre Vernant

Nos lecteurs se souviennent de l'article de J.-Ph. Derenne sur les greffes (cf. T.S. N° 356). Depuis lors le dossier s'est encore épaissi.

D'une part l'information sur la ségrégation raciale en Afrique du Sud revêt de plus en plus d'importance : l'admission, espérons-le, provisoire de ce pays aux Jeux Olympiques de Mexico a fait réagir sinon réfléchir. Les odieuses et récentes exécutions en Rhodésie, qui sont et seront suivies d'autres, soulignent le degré de contagion d'une politique de répression qui règne sur toute l'Afrique australe. Dans ces conditions il n'est pas sans intérêt de relever dans la presse française — la mieux pensante — de fort timides réserves sur un partenaire avec lequel l'on entretient les meilleurs rapports militaires et économiques : ah ! si Pretoria pouvait être un peu plus discret, à l'abri des opinions publiques (dans « Les Echos » du 30 janvier, ou les deux articles de D. Garric dans « Le Figaro » des 6 et 8 mars, voire une très officielle étude publiée dans la dernière livraison de la « Revue de la Défense Nationale »). A l'inverse d'autres dénoncent l'apartheid : signalons à cet égard un intéressant exposé sur les minorités indiennes en Afrique du Sud de Jean Huteau, dans le numéro de février de la « Revue Française d'Etudes Politiques Africaines ». Signalons surtout les prises de position du « Comité Français contre l'apartheid » qui notamment faisait valoir les raisons de sa profonde inquiétude au lendemain d'un exposé du R.P. Riquet à l'Académie des Sciences Morales et Politiques sur « la greffe de cœur et la personne humaine » (cf. « Le Monde » du 21 février). Inquiétudes que suscite la convergence qu'il est impossible de ne pas noter entre les conditions dans lesquelles on a choisi et choisira les « donneurs » d'organes et celles qui régissent la politique raciale et la justice en Afrique du Sud. Nous nous associons à cette dénonciation et pour en démontrer le bien fondé d'un point de vue médical, il nous a semblé utile de donner la parole à un spécialiste français, le professeur P. Vernant qui nous met en garde sur les dangers entourant la recherche du « donneur ».

L'événement que constitue la première transplantation cardiaque chez l'homme marquera indiscutablement une date dans l'histoire de la médecine.

Après une expérimentation sérieuse chez l'animal, en s'entourant de toutes les garanties dont peut disposer actuellement la chirurgie des greffes, Barnard a réussi ce que personne avant lui n'avait osé entreprendre. L'infrastructure de l'hôpital de Groote Shuur avait été adaptée à ce projet.

On a reproché à Barnard de n'avoir pas attendu que tous les problèmes immunologiques soient résolus pour passer au stade de la transplantation cardiaque chez l'homme. Il est bon de rappeler à ce propos que lors des premières greffes rénales, nos connaissances immunologiques étaient encore plus rudimentaires...

Le passage de l'expérimentation animale à la chirurgie humaine comporte toujours une part d'inconnu. L'essentiel est pour le chirurgien de s'entourer du maximum de garanties possibles : c'est ce qui a été fait au Cap et il ne convient pas sur ce plan de chicaner le grand mérite de Barnard.

Deux autres reproches ont été faits à Barnard concernant le choix du premier « receveur » et celui du premier « donneur ».

En ce qui concerne le choix du premier « receveur » (M. Washkans-

ky), on a fait grief à Barnard d'avoir choisi un malade qui, avec des soins médicaux attentifs, avait une chance de survivre plusieurs mois ou même davantage. A notre sens, cette objection ne tient pas. Il est légitime de prendre un risque opératoire de 60 % si le risque de l'évolution spontanée est estimée à 90 %. Il semble que ce risque ait été posé au Cap et tous les éléments publiés confirment que l'état de M. W... était gravissime. L'examen du cœur prélevé lors de l'intervention a confirmé l'importance, l'étendue et l'irréversibilité des lésions. Le choix du « receveur » paraît donc à l'abri de toute critique.

Le problème du choix du donneur est, à notre avis, le seul qui mérite une discussion approfondie.

Pour que le cœur du donneur soit utilisable, il faut qu'il n'ait cessé de battre que depuis quelques minutes. C'est dire qu'au moment où son cœur s'arrête, le malade (car avant d'être un « donneur », c'est un malade) doit se trouver dans la salle d'opération et le chirurgien doit être prêt à effectuer le prélèvement le plus rapidement possible. La législation sud-africaine paraît extrêmement prudente puisqu'elle exige cinq minutes d'arrêt cardiaque (avec électrocardiogramme plat) pour affirmer la mort et autoriser le prélèvement du cœur : il est en effet certain qu'après cinq minutes d'arrêt cardiaque un sujet est bien mort.

Mais il faut d'autre part que, dans la salle d'opération voisine, le « receveur » soit endormi, thorax ouvert, au moment où le cœur du « donneur » s'arrête.

Comment concilier ces deux exigences alors qu'il est impossible de prévoir à quelques heures, voire à quelques jours près quand s'arrêtera le cœur du « donneur » ?

La lecture du compte rendu minuté de l'anesthésiste donne réponse à cette question :

4 heures du matin : le « donneur » est admis à l'hôpital (service de traumatologie) dans un état comateux avec lésions cérébrales et fractures multiples. La réanimation est mise en route.

9 heures du matin : elle est vue par un neurochirurgien qui considère les lésions cérébrales comme mortelles et au-delà de tout traitement.

12 h 45 : le « donneur » toujours réanimé artificiellement est conduit en salle d'opération.

12 h 50 : le « receveur » reçoit une médication préanesthésique.

12 h 55 : le « receveur » est anesthésié et intubé.

13 h 40 : incision thoracique du « receveur ».

14 h 20 : la ventilation artificielle du « donneur » est arrêtée.

14 h 32 : l'arrêt cardiaque du « donneur » survient et à ce moment l'incision thoracique du « donneur » est commencée.

15 h 01 : le cœur du donneur arrive dans la salle d'opération du receveur.

A la lecture de ce compte rendu très précis, il ne semble même pas certain que les 5 minutes d'arrêt cardiaque aient été respectées, puisque c'est « au moment de l'arrêt cardiaque que l'incision thoracique est commencée ». Il y a sur ce point une contradiction avec le compte rendu du chirurgien selon lequel l'incision n'est commencée qu'après 5 minutes d'arrêt cardiaque.

De toute façon il apparaît clairement que l'arrêt cardiaque exigé pour effectuer le prélèvement est déclenché au moment opportun par l'arrêt de la ventilation artificielle.

Le critère est donc sans valeur puisque c'est le médecin lui-même qui déclenche l'arrêt cardiaque par l'arrêt pur et simple des manœuvres de réanimation.

Lorsque Barnard dit que le cerveau est bien mort après 5 minutes d'arrêt cardiaque nous ne saurions le contredire. La question n'est pas là : elle est de savoir si le cerveau est bien mort au moment où on décide de déclencher l'arrêt cardiaque.

En effet, l'essentiel n'est pas de savoir si le cœur doit être prélevé en

core battant ou 5 minutes après son arrêt, mais d'être certain que le cerveau est biologiquement et définitivement mort lorsqu'on décide qu'un « malade » devient un « donneur » car la mort n'est pas l'arrêt du cœur, mais l'arrêt définitif, irréversible de toute fonction cérébrale.

Or, on lit dans le *South African Medical Journal* que l'irréversibilité des lésions cérébrales a été affirmée par un neurochirurgien. Les critères exigés pour affirmer la mort du cerveau ont été le coma profond avec abolition de tous les réflexes, la disparition du tonus et la dilatation des pupilles.

Il ne s'est écoulé que 6 heures entre l'admission à l'hôpital et la décision de prélèvement cardiaque.

C'est donc sur des données purement cliniques, sur l'avis d'un neurochirurgien et avec un recul n'excédant pas 6 heures, que la mort du cerveau a été affirmée.

En médecine, on sait bien qu'un pronostic ne peut être affirmé à 100 % sur les seules données cliniques. Si pour le receveur, il paraît légitime de mettre en balance un risque spontané approximatif et un risque opératoire également approximatif, dans le cas du blessé, la mort cérébrale doit être affirmée avec une certitude absolue car, du moment où de blessé il devient « donneur », le risque passe de toute façon à 100 %.

La seule certitude d'absence de toute activité cérébrale est l'absence de toute activité électrique du cerveau. Cette absence complète d'activité électrique doit persister plusieurs jours pour qu'on puisse affirmer son caractère irréversible.

Or, dans l'observation du Cap, il n'est attaché aucune valeur à l'électro-encéphalogramme, et il semble même que cet examen n'ait pas été fait chez le « donneur » !

Il paraît donc souhaitable qu'intervienne une législation internationale, qui fixe les critères d'absolue certitude de mort cérébrale...

Supposons un pays dans lequel la ségrégation raciale arrive à un tel degré d'exacerbation (cela s'est vu dans un passé encore proche) qu'une race « inférieure » soit sacrifiée au profit d'une race « supérieure ». On imagine avec quelle facilité pourraient être prononcées des condamnations pourvoyeuses de donneurs... Nous ne devons pas éliminer de telles éventualités, et nous devons tout faire pour les prévenir : en particulier, il devrait être formellement exclu (contrairement à un souhait exprimé par Barnard) que des condamnés à mort puissent être utilisés comme donneurs.

Il convient donc de saluer l'apparition de la greffe du cœur, de travailler à la perfectionner, mais aussi de rester vigilant pour qu'elle ne risque pas de devenir, dans certains pays ou sous certains régimes, une arme de mort. □